



Syndicat National des Personnels
de l'Éducation et du Social
Protection Judiciaire de la Jeunesse
Fédération Syndicale Unitaire
UEMO – Secrétariat territorial
1 avenue de Verdun
71100 CHALON SUR SAONE
Tel : 03.45 77 10 61 Fax : 03.45 77 10 74



De Chalon-sur-Saône à Dijon, les vendanges seront-elles en avance en Bourgogne?

En fait de raisin, le SNPES-PJJ 21-71 craint fort que l'administration centrale, poussée par un président de la république qui considère la fonction publique comme un poids, ne vendange les postes sur notre territoire. Et inutile de préciser que dans ce cas là, la récolte donnerait, pour les usagers comme les professionnels, une piquette du même acabit que celle servie par le gouvernement depuis des mois.

Nous avons alerté l'année dernière quant aux postes de milieu ouvert à Dijon et Chalon-sur-Saône touchés par des départs en retraite, qui avaient finalement été proposés à des contractuels plutôt que mis à la mobilité, dans une logique de variable d'ajustement qui transforme les gens en pions et les services en déserts. Sur ce plan, l'administration locale, par le fait d'un zèle confinant à l'anticipation servile, a précédé la réflexion macronnienne sur le recours plus régulier aux contractuels.

Dans les instances de dialogue social, nous sommes constamment confrontés à des personnes qui n'arrivent même plus à justifier les réductions de moyens, qui balbutient des chiffres ou enfoncent des portes ouvertes mais pas d'explication de fond, car aucune logique ne préside à cette saignée permanente de la fonction publique si ce n'est le souhait de tout privatiser, jusqu'aux missions régaliennes de l'état.

Dans l'intérêt des personnes que nous accompagnons, mais aussi dans le souci de garantir une continuité des missions de l'état, nous nous opposons fermement à ces logiques de destruction de ce qui est notre patrimoine commun.

A nouveau, nous alertons sur la situation précaire des services de milieu ouvert du territoire, pour lesquels des fermetures de postes entraîneraient des difficultés accrues pour les professionnels et donc pour les mineurs et familles que nous accompagnons.

Le SNPES PJJ FSU appelle tous les agents à la grève le 22 Mars 2018, pour défendre nos conditions de travail et s'opposer à la politique d'attaque systématique de la fonction publique et des fonctionnaires (gel du point d'indice, report de l'application de PPCR entraînant le report du passage à la catégorie A des éducateurs et assistants de service social à la PJJ, réductions annoncés des moyens)